

# Conseil du Trésor et Ministère des Finances

Compte rendu économique et  
financier

Deuxième trimestre 2018–2019

**Compte rendu économique et financier**  
**Deuxième trimestre 2018–2019**

**Publié par :**

Conseil du Trésor et Ministère des Finances  
Gouvernement du Nouveau-Brunswick  
Case postale 6000  
Fredericton (Nouveau-Brunswick)  
E3B 5H1  
Canada

Internet : [www.gnb.ca/finances](http://www.gnb.ca/finances)

Décembre 2018

**Traduction :**

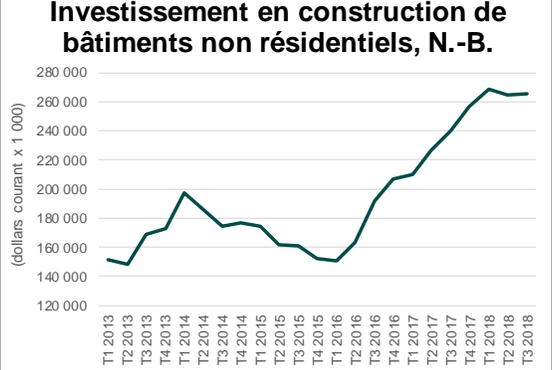
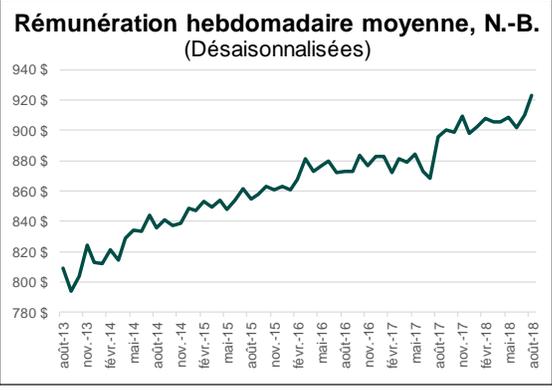
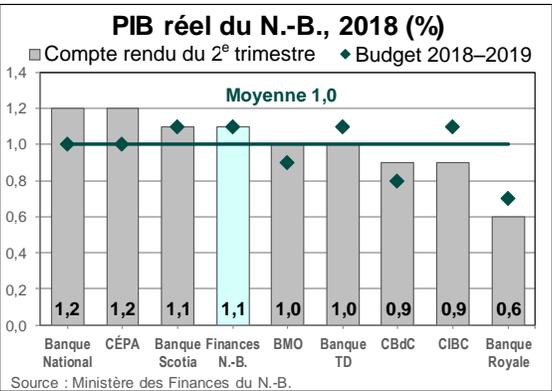
Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-1884-7



Pensez à recycler!

# Compte rendu économique de 2018



	2016	2017	2018 <sup>P</sup>
PIB réel	1,2	1,9	1,1
Dépenses de consommation finale des ménages	2,7	4,0	2,4
Revenu primaire des ménages	3,9	3,2	2,8
Emploi	-0,1	0,4	0,4
Taux de chômage (%)	9,5	8,1	8,2
Indice des prix à la consommation	2,2	2,3	2,2

Sources : Statistique Canada, Ministère des Finances du N.-B.  
P = Prévission  
Variation en % sauf indication contraire

Basée sur les données disponibles dès le 8 novembre 2018

- Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit maintenant une croissance économique mondiale plus lente que prévu en avril, le poussant à reconsidérer ses prévisions, désormais de 3,7 % pour l'année 2018. Certains des facteurs clés qui y sont liés sont les tensions commerciales et un ralentissement de la croissance dans les marchés émergents.

- Après une augmentation de 2,2 % au cours du premier trimestre, le produit intérieur brut (PIB) réel des États-Unis a augmenté à un taux annuel de 4,2 % au deuxième trimestre, principalement en raison d'une hausse des dépenses de consommation personnelle et des exportations plus élevées. En outre, le FMI prévoit une croissance de 2,9 % aux États-Unis en 2018.

- La Banque du Canada prévoit une croissance de 2,1 % en 2018. Des gains solides dans la demande intérieure et étrangère de même qu'une situation financière favorable persistante en seront les principaux moteurs.

- Le ministère des Finances prévoit que le PIB réel du Nouveau-Brunswick connaîtra une croissance de 1,1 % en 2018, ce qui est cohérent avec le consensus des prévisionnistes du secteur privé, soit 1,0 %.

- Les conditions du marché du travail continuent d'afficher une croissance modeste. L'emploi a augmenté de 0,4 % pour la période de janvier à octobre.

- La rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 3,2 % depuis le début de l'année en raison des gains obtenus dans le secteur de production de services. La rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 2,9 % à l'échelle nationale.

- Cette année, les exportations nationales ont augmenté de 11,8 % jusqu'à présent. Ces progrès s'expliquent en grande partie par les gains réalisés par les produits énergétiques ainsi que les produits chimiques de base et industriels, produits en plastique et en caoutchouc.

- Les ventes du secteur de la fabrication sont en hausse de 11,6 % depuis le début de l'année en raison de gains réalisés non seulement dans les industries des biens non durables, mais aussi dans les industries des biens durables. La fabrication de produits en bois demeure solide, affichant une croissance de 30,8 %.

- Le nombre de mises en chantier dans la province a augmenté de 2,3 % durant les trois premiers

trimestres de l'année, alors que les investissements dans la construction de bâtiments non résidentiels ont augmenté de 18,7 %.

- L'inflation des prix à la consommation dans la province s'est établie en moyenne à 2,3 % depuis le début de l'année, ce qui est légèrement inférieur au taux national de 2,4 %.

## Compte rendu financier de 2018–2019

D'après l'information du deuxième trimestre, il y a un déficit projeté de 131,4 millions de dollars pour 2018–2019. Il s'agit d'une amélioration de 57,3 millions de dollars par rapport au déficit budgété de 188,7 millions de dollars.

Bilan financier du deuxième trimestre			
(en millions de dollars)	Budget de 2018–2019	Prévision du deuxième trimestre de 2018–2019	Écart par rapport au budget
Recettes	9 427,3	9 578,9	151,7
Dépenses	9 616,0	9 710,4	94,4
<b>Excédent (Déficit)</b>	<b>(188,7)</b>	<b>(131,4)</b>	<b>57,3</b>

Selon les prévisions, la dette nette augmentera de 337,8 millions de dollars, soit une amélioration de 34,5 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Elle devrait atteindre 14,3 milliards de dollars d'ici le 31 mars 2019.

### Recettes :

Les recettes dépassent de 151,7 millions de dollars les prévisions budgétaires. Voici certains des écarts significatifs :

- Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 91,1 millions de dollars en raison de l'amélioration prévue des recettes des exercices en cours et précédent qui reflètent des évaluations de 2017 plus fortes que prévu et un revenu imposable des sociétés à l'échelle nationale plus élevé que prévu.
- Les subventions conditionnelles ont augmenté de 56,5 millions de dollars essentiellement en raison des recouvrements prévus au titre du Programme d'aide financière en cas de catastrophe et du nouveau projet pilote sur les aînés en santé.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers sont en hausse de 39,0 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires en raison d'une assiette prévisionnelle renforcée et d'un redressement positif anticipé relatif à l'année d'imposition de 2017.
- Les subventions inconditionnelles affichent une hausse de 29,8 millions de dollars pour tenir compte des estimations fédérales officielles relatives au Transfert canadien en matière de santé et au Transfert canadien en matière de programmes sociaux, notamment les répercussions positives des estimations démographiques mises à jour tenant compte des résultats du Recensement de 2016.
- Les ventes de biens et de services ont enregistré une hausse de 6,3 millions de dollars principalement attribuable surtout à la hausse des prévisions des recettes tirées des redevances au titre de recouvrement des régies régionales de la santé et du ministère de la Santé, ainsi que plusieurs autres comptes dans les ministères.
- Le rendement des investissements accuse un recul de 45,6 millions de dollars, principalement en raison de la baisse des recettes nettes prévues par la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick. Ce recul s'explique par une augmentation du taux moins élevée que prévu, un retard dans la mise en œuvre de cette augmentation, ainsi que des coûts plus élevés pour l'achat de combustibles et d'énergie à l'intérieur et à l'extérieur de la province.

- Le revenu du capital accuse un recul de 13,4 millions de dollars, lequel s'explique par la diminution des recouvrements en raison des changements apportés à l'échéancier des travaux dans le cadre du Nouveau Fonds Chantiers Canada.
- Les recettes provenant de la taxe sur le tabac sont en baisse de 10,0 millions de dollars en raison de volumes de ventes moins élevés que prévu.
- Les recettes des organismes de services spéciaux ont diminué de 7,1 millions de dollars surtout en raison de l'échéancier des projets réalisés.
- Les recettes provenant du cannabis ont diminué de 3,9 millions de dollars pour tenir compte de la date de légalisation du 17 octobre 2018. Cela comprend les réductions dans les prévisions concernant les droits sur le cannabis prévus, ainsi que dans les recettes tirées de la Société de gestion du cannabis, et le Fonds d'éducation et de sensibilisation en matière de cannabis.

## Dépenses :

Selon les prévisions, le total des dépenses sera supérieur de 94,4 millions de dollars au montant prévu dans le budget. Les écarts importants sont notamment les suivants :

- Le ministère de la Justice et de la Sécurité publique assume des charges supplémentaires de 67,2 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont surtout attribuables aux dépenses engagées au titre du Programme d'aide financière en cas de catastrophe principalement associées aux inondations printanières de 2018. Ces charges sont en grande partie compensées par des recouvrements du gouvernement fédéral.
- Le ministère du Développement social assume des charges supplémentaires de 36,6 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont surtout dues aux coûts élevés du Programme de soutien aux personnes ayant un handicap, du Programme de services de bien-être à l'enfance, du programme de logement et aux dépenses liées au Programme de Secrétariat du vieillissement (compensées par des recettes fédérales du projet pilote sur les aînés en santé).
- Les comptes à but spécial assument des charges supplémentaires de 15,6 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont dues surtout à la réaffectation de divers projets du budget d'immobilisations au Fonds pour les changements climatiques. Cela est en partie compensé par les charges plus faibles inscrites au compte du capital.
- Le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail assume des charges supplémentaires de 7,2 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont principalement attribuables aux dépenses supplémentaires du Programme d'aide financière aux étudiants.
- D'autres organismes assument des charges supplémentaires de 3,0 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont dues surtout à des dépenses accrues associées à plusieurs entités consolidées (compensées par une hausse des recettes).
- Les charges d'amortissement ont diminué de 2,7 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires en raison de retards dans la mise en œuvre de différents projets.
- Les charges du gouvernement général sont inférieures de 6,5 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, principalement en raison de dépenses moins importantes que prévu aux chapitres des provisions pour les crédits supplémentaires et des pensions et des avantages sociaux des employés.
- Le service de la dette est inférieur de 10 millions de dollars en raison des revenus en intérêts plus élevés.

**PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK**  
**COMPTE RENDU FINANCIER**  
**Milliers**  
**\$**

	<b>2018–2019 Budget</b>	<b>2018–2019 Prévisions du 1<sup>er</sup> trimestre</b>	<b>2018–2019 Prévisions du 2<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>Écart par rapport au budget</b>
<b>Recettes</b>				
Compte ordinaire.....	8 946 303	9 033 020	9 121 659	175 356
Compte de capital.....	48 264	44 121	34 903	(13 361)
Compte à but spécial.....	117 289	118 526	114 073	(3 216)
Organismes de services spéciaux.....	124 198	118 848	117 076	(7 122)
Gains du fonds d'amortissement.....	191 200	191 200	191 200	0
<b>Recettes totales.....</b>	<b>9 427 254</b>	<b>9 505 715</b>	<b>9 578 911</b>	<b>151 657</b>
<b>Charges</b>				
Compte ordinaire.....	8 773 358	8 840 815	8 867 260	93 902
Compte de capital.....	153 502	147 967	139 763	(13 739)
Compte à but spécial.....	86 099	101 305	101 728	15 629
Organismes de services spéciaux.....	117 635	120 844	118 913	1 278
Amortissement des immobilisations corporelles....	485 398	482 173	482 688	(2 710)
<b>Charges totales.....</b>	<b>9 615 992</b>	<b>9 693 104</b>	<b>9 710 352</b>	<b>94 360</b>
<b>Excédent (Déficit).....</b>	<b>(188 738)</b>	<b>(187 389)</b>	<b>(131 441)</b>	<b>57 297</b>

## L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE

Milliers

\$

	2018–2019 Budget	2018–2019 Prévisions du 1 <sup>er</sup> trimestre	2018–2019 Prévisions du 2 <sup>e</sup> trimestre	Écart par rapport au budget
<b>Dettes nettes - Début de l'exercice.....</b>	<b>(14 099 847)</b>	<b>(14 099 847)</b>	<b>(13 926 249)</b>	<b>173 598</b>
<b>Changements durant l'exercice</b>				
Excédent (Déficit).....	(188 738)	(187 389)	(131 441)	57 297
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(668 993)	(680 199)	(689 086)	(20 093)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	<u>485 398</u>	<u>482 173</u>	<u>482 688</u>	<u>(2 710)</u>
<b>(Augmentation) Diminution de la dette nette.....</b>	<b>(372 333)</b>	<b>(385 415)</b>	<b>(337 839)</b>	<b>34 494</b>
<b>Dettes nettes - Fin de l'exercice.....</b>	<b><u>(14 472 180)</u></b>	<b><u>(14 485 262)</u></b>	<b><u>(14 264 088)</u></b>	<b><u>208 092</u></b>

Au deuxième trimestre, la dette nette au début de l'exercice a été mise à jour afin de tenir compte de la dette nette en fin d'exercice qui a été publiée dans les états financiers consolidés de 2017–2018 (Comptes publics - Volume I).

## ANNEXE A

## RECETTES AU COMPTE ORDINAIRE SELON LA PROVENANCE

Milliers

\$

	2018-2019 Budget	2018-2019 Prévisions du 1 <sup>er</sup> trimestre	2018-2019 Prévisions du 2 <sup>e</sup> trimestre	Écart par rapport au budget
<b>Taxes et impôts</b>				
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 682 000	1 702 000	1 721 000	39 000
Impôt sur le revenu des sociétés.....	311 800	311 800	402 900	91 100
Taxe sur les minéraux métalliques.....	1 900	1 900	1 900	0
Impôt foncier provincial.....	514 750	514 750	518 000	3 250
Taxe de vente harmonisée : déduction faite du crédit...	1 492 500	1 492 500	1 492 500	0
Taxe sur l'essence et les carburants.....	248 600	248 600	246 600	(2 000)
Taxe sur le tabac.....	156 000	152 000	146 000	(10 000)
Taxe sur le pari mutuel.....	500	500	500	0
Taxe sur les primes d'assurance.....	57 600	59 600	59 600	2 000
Taxe sur le transfert de biens réels.....	25 000	28 000	28 000	3 000
Taxe sur le capital des corporations financières.....	27 000	27 000	27 000	0
Droit sur le cannabis.....	6 000	3 600	3 600	(2 400)
Pénalités et intérêts.....	13 000	13 000	13 000	0
<b>Total partiel - taxes et impôts.....</b>	<b>4 536 650</b>	<b>4 555 250</b>	<b>4 660 600</b>	<b>123 950</b>
<b>Produits de placements.....</b>	<b>264 235</b>	<b>263 451</b>	<b>218 652</b>	<b>(45 583)</b>
<b>Licences et permis.....</b>	<b>158 479</b>	<b>160 900</b>	<b>161 010</b>	<b>2 531</b>
<b>Vente de biens et services.....</b>	<b>448 125</b>	<b>453 155</b>	<b>454 455</b>	<b>6 330</b>
<b>Redevances.....</b>	<b>69 730</b>	<b>69 730</b>	<b>69 730</b>	<b>0</b>
<b>Recettes des organismes.....</b>	<b>160 900</b>	<b>161 100</b>	<b>161 100</b>	<b>200</b>
<b>Amendes et peines.....</b>	<b>6 804</b>	<b>6 804</b>	<b>6 804</b>	<b>0</b>
<b>Recettes diverses.....</b>	<b>91 578</b>	<b>92 598</b>	<b>93 038</b>	<b>1 460</b>
<b>Total - recettes de provenance interne.....</b>	<b>5 736 501</b>	<b>5 762 988</b>	<b>5 825 389</b>	<b>88 888</b>
<b>Subventions inconditionnelles – Canada</b>				
Paiements de péréquation.....	1 873 898	1 873 898	1 873 898	0
Transfert canadien en matière de santé.....	791 900	791 900	813 669	21 769
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	290 600	290 600	298 662	8 062
Autres.....	1 866	1 866	1 866	0
<b>Total partiel - subventions inconditionnelles – Canada.....</b>	<b>2 958 264</b>	<b>2 958 264</b>	<b>2 988 095</b>	<b>29 831</b>
<b>Subventions conditionnelles – Canada.....</b>	<b>266 466</b>	<b>326 696</b>	<b>322 961</b>	<b>56 495</b>
<b>Total - subventions du Canada.....</b>	<b>3 224 730</b>	<b>3 284 960</b>	<b>3 311 056</b>	<b>86 326</b>
<b>Total partiel.....</b>	<b>8 961 231</b>	<b>9 047 948</b>	<b>9 136 445</b>	<b>175 214</b>
Opérations intercomptes.....	(14 928)	(14 928)	(14 786)	142
<b>Recettes au compte ordinaire.....</b>	<b>8 946 303</b>	<b>9 033 020</b>	<b>9 121 659</b>	<b>175 356</b>

## ANNEXE B

## CHARGES AU COMPTE ORDINAIRE

Milliers

\$

	2018–2019 Budget	2018–2019 Prévisions du 1 <sup>er</sup> trimestre	2018–2019 Prévisions du 2 <sup>e</sup> trimestre	Écart par rapport au budget	%
<b>MINISTÈRE</b>					
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	37 196	38 696	38 596	1 400	3,8 %
Assemblée législative.....	30 717	30 717	30 717	0	0,0 %
Autres organismes.....	386 108	390 997	389 112	3 004	0,8 %
Bureau du Conseil exécutif.....	12 546	12 521	12 521	(25)	-0,2 %
Cabinet du premier ministre.....	1 598	1 598	1 598	0	0,0 %
Cabinet du procureur général.....	20 256	20 256	20 256	0	0,0 %
Conseil du Trésor.....	16 342	16 267	15 848	(494)	-3,0 %
Développement de l'énergie et des ressources.....	101 820	102 820	103 220	1 400	1,4 %
Développement social.....	1 194 547	1 231 147	1 231 147	36 600	3,1 %
Éducation et Développement de la petite enfance.....	1 258 007	1 253 007	1 258 007	0	0,0 %
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	644 758	649 006	651 908	7 150	1,1 %
Environnement et Gouvernements locaux.....	142 035	142 505	142 670	635	0,4 %
Finances.....	10 797	10 797	10 797	0	0,0 %
Gouvernement général.....	792 547	777 055	786 037	(6 510)	-0,8 %
Justice et Sécurité publique.....	231 885	283 749	299 111	67 226	29,0 %
Opportunités Nouveau-Brunswick.....	47 186	45 492	46 986	(200)	-0,4 %
Santé.....	2 753 351	2 753 351	2 753 351	0	0,0 %
Service de la dette publique.....	675 000	665 000	665 000	(10 000)	-1,5 %
Société de développement régional.....	70 148	70 148	70 148	0	0,0 %
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	62 633	62 693	62 693	60	0,1 %
Transports et Infrastructure.....	307 404	307 404	307 404	0	0,0 %
<b>Total partiel.....</b>	<b>8 796 881</b>	<b>8 865 226</b>	<b>8 897 127</b>	<b>100 246</b>	<b>1,1 %</b>
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(7 195)	(8 083)	(12 881)	(5 686)	79,0 %
Opérations intercomptes.....	(16 328)	(16 328)	(16 986)	(658)	4,0 %
<b>Charges au compte ordinaire.....</b>	<b>8 773 358</b>	<b>8 840 815</b>	<b>8 867 260</b>	<b>93 902</b>	<b>1,1 %</b>

## ANNEXE C

## DÉPENSES EN CAPITAL

Milliers

\$

	2018–2019 Budget	2018–2019 Prévisions du 1 <sup>er</sup> trimestre	2018–2019 Prévisions du 2 <sup>e</sup> trimestre	Écart par rapport au budget
<b>Investissements de capitaux de provenance provinciale</b>				
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	2 300	2 300	2 300	0
Assemblée législative.....	50	50	50	0
Développement de l'énergie et des ressources.....	4 220	3 020	3 070	(1 150)
Développement social.....	12 000	12 000	12 000	0
Éducation et Développement de la petite enfance.....	103 303	91 411	87 313	(15 990)
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	6 251	6 251	6 269	18
Environnement et Gouvernements locaux.....	1 000	1 000	1 300	300
Justice et Sécurité publique.....	3 215	3 215	1 030	(2 185)
Santé.....	96 892	108 606	132 136	35 244
Société de développement régional.....	77 455	81 486	75 580	(1 875)
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	12 590	15 530	14 412	1 822
Transports et Infrastructure.....	448 870	451 787	446 212	(2 658)
<b>Total partiel - Investissements de capitaux de provenance provinciale.....</b>	<b>768 146</b>	<b>776 656</b>	<b>781 672</b>	<b>13 526</b>
<b>Investissements de capitaux provenant d'autres sources</b>				
Transports et Infrastructure.....	41 690	37 405	28 274	(13 416)
Autres ministères.....	5 464	6 022	6 022	558
<b>Total partiel - Investissements de capitaux provenant d'autre sources.....</b>	<b>47 154</b>	<b>43 427</b>	<b>34 296</b>	<b>(12 858)</b>
<b>Total - Dépenses en capital.....</b>	<b>815 300</b>	<b>820 083</b>	<b>815 968</b>	<b>668</b>
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(661 798)	(672 116)	(676 205)	(14 407)
<b>Dépenses au compte de capital.....</b>	<b>153 502</b>	<b>147 967</b>	<b>139 763</b>	<b>(13 739)</b>